UNION INTERNATIONALE DES MAGISTRATS
REUNION ANNUELLE D'ABIDJAN (27 AU 31 OCTOBRE 2002)
Première Commission d'étude
RAPPORT DU MALI

Le rôle et les fonctions des conseils supérieurs de justice ou organismes analogues en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement des systèmes judiciaires nationaux.

1 INSTITUTION/ COMPOSITION

1.1 : Au Mali il existe un organisme dénommé : Conseil Supérieur de la Magistrature.

1.2 : Le Conseil Supérieur de la Magistrature : il assiste le Président de la République dans ses prérogatives de garant de l'indépendance du pouvoir judiciaire. A ce titre il se prononce sur les nominations et mutations des magistrats. Il exerce le pouvoir disciplinaire des magistrats de l'ordre judiciaire et administratif. Il est consulté sur toute question touchant la mise en position de disponibilité, de détachement, de réintégration, ou de mise sous les drapeaux des magistrats. Il peut être consulté pour toute question touchant l'indépendance de la magistrature.

1.3 : Le Conseil Supérieur de la Magistrature est actuellement composé de 18 membres :

- neuf (09) membres de droit
- neuf (09) membres magistrats élus au suffrage de leurs pairs.

1.4 : Les membres de droit sont :

- le Président de la République qui en est le Président,
- le Ministre de la Justice qui en est le Vice Président,
- le Président de la Cour Suprême,
- le Procureur Général près la Cour Suprême,
- le magistrat le plus ancien dans le grade le plus élevé,
- le magistrat le plus jeune dans le grade le moins élevé,
- le Directeur National de l'Administration de la Justice,
- le Secrétaire Général de la Présidence,
- le Directeur National de la Fonction Publique ;

Le mandat des membres élus est de trois (03) ans.

1.5 : Le Conseil Supérieur de la Magistrature est composé majoritairement de magistrats.

1.6 : Sur les 18 membres, la moitié soit 9 sont élus au suffrage de leurs pairs.

1.7 : le budget alloué au Conseil Supérieur de la Magistrature et celui des juridictions sont discutés et votés sans que les intéressés ne soient associés.

2 RESPONSABILITE DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA
MAGISTRATURE

2.1 Non

2.2 : une disposition du statut de la magistrature donne au ministre de la justice membre du gouvernement, la possibilité de suspendre un magistrat contre lequel une mesure disciplinaire est engagée.

2.3 : oui. En fonction des nécessités de service la Direction Nationale de l'Administration de la Justice fait des propositions de nominations et de mutations au Ministre de la Justice. Ce dernier corrige et soumet ses conclusions au Conseil Supérieur de la Magistrature. Le Conseil Supérieur de la Magistrature discute les propositions, les modifie s'il y a lieu, fait d'autres propositions et enfin adopte les nominations et les mutations. Ces nominations et mutations sont formalisées par décret du Président de la République.

2.4 : Le Conseil Supérieur de la Magistrature gère la carrière des magistrats.

2.5 : oui.

2.6 : non.

2.7 : Le Conseil Supérieur de la Magistrature se transforme en conseil de discipline. C'est lui qui instruit et délibère sur le cas dénoncé par le ministre de la justice.

2.8 : non.

2.9 : non.

2.10 : non

3. LE CONSEIL SUPERIEUR ET L'INDEPENDANCE DE LA MAGISTRATURE ET SES AVANTAGES ET INCONVENIENTS :

3.1 a) les avantages

- la gestion de la carrière des magistrats est mieux sécurisée ;
- l'immixtion du pouvoir exécutif est minimisée ;
- meilleure protection des droits des magistrats.

b) les inconvénients

- risque de corporatisme

4 PARTICULARITES / CRITIQUES

4.1 : non.

4.2 : le budget et non programmation à l'avance des sessions ;

4.3 : Actuellement la magistrature essaie de faire changer la composition

SUJET :

la magistrature face à la nécessité de protéger les droits des femmes et des enfants